

Analyse des systèmes de résilience en RDC
en appui à l'identification de Résultats collectifs

Rapport diagnostique préliminaire (Document de travail)

Atelier d'établissement des Résultats collectifs
pour le « Triple Nexus »,
Kinshasa, 29-31 octobre 2019

1 Remerciements

Le présent rapport utilise le cadre analytique du rapport « États de fragilité » de 2018 pour étudier les aspects multidimensionnels de la fragilité dans le contexte de la République démocratique du Congo (RDC). Il inclut des éléments d'analyse quantitatifs et qualitatifs comme point de départ pour alimenter des discussions plus poussées.

L'analyse du rapport « États de fragilité » de 2018 compare les indicateurs concernant cinq dimensions de la fragilité (politique, économique, sociale, environnementale et sécuritaire) entre 172 pays, y compris 58 contextes fragiles. Ceux-ci incluent la RDC. Pour chaque indicateur, les contextes sont classés en cinq catégories (fragilités sévère, élevée, modérée, faible et mineure) en fonction de leur score relatif. Les scores pour la RDC sont présentés dans le rapport et doivent être compris comme un indicateur de l'évaluation de la fragilité par dimension vis-à-vis de tous les autres contextes de fragilité analysés.

Pour le score « global », les contextes sont placés dans les catégories susmentionnées sur la base d'un score quantitatif et d'une évaluation qualitative par un panel d'experts internationaux. Le score quantitatif de chaque indicateur est basé sur les données sources de l'indicateur, tirées de 21 sources de données. Beaucoup de temps et d'attention ont été consacrés à l'utilisation des sources de données les plus fiables, précises et complètes pour chaque indicateur.

Les auteurs reconnaissent néanmoins le caractère réductionniste d'une telle analyse comparative à l'échelle mondiale. Des lors, le rapport tente d'enrichir l'analyse avec deux éléments complémentaires. Premièrement, l'analyse s'appuie sur plus de 220 documents¹ (études nationales, stratégies de pays, documents d'analyse, notes de plaidoyer, analyses sectorielles, etc.) soumis aux auteurs par un large éventail d'acteurs nationaux et internationaux. S'il est impossible de saisir tout le contenu de ces rapports dans ce bref document, les auteurs doivent une immense reconnaissance aux individus et aux organisations ayant partagé les documents consultés - y compris les institutions nationales, les organisations multilatérales, la société civile nationale et les organisations non gouvernementales, ainsi qu'aux organisations internationales non-gouvernementales.

Deuxièmement, le rapport comprend une méta-analyse rudimentaire, tirée des réflexions critiques fournies par les parties prenantes lors d'une brève discussion au niveau national, animée par l'OCDE à Kinshasa en septembre 2019.

Malgré tous nos efforts pour saisir ses caractéristiques essentielles des dimensions de la fragilité en RDC, le présent rapport ne reflétera jamais sa nature multidimensionnelle dans toute sa subtilité. Il doit donc être compris comme un point de départ - et non le résultat final - d'un dialogue fondé sur des évidences en vue d'améliorer l'efficacité de l'aide et, en définitive, la vie des personnes les plus vulnérables en RDC.

¹ Les références ont été analysées et organisées sur la base de leur diversité selon les cinq dimensions de la fragilité; aux différents types de parties prenantes et de groupes constitutifs; et pertinence pour l'analyse de dimensions spécifiques incluses dans le rapport. La liste de références ne contient que les ressources sur lesquelles les auteurs ont tiré des citations concrètes ou des éléments d'analyse spécifiques du rapport. Les sources explicitement mentionnées dans l'analyse sont essentiellement celles qui s'appuient sur des données et des informations de portée nationale ou fournissent des informations détaillées sur des éléments pertinents de l'analyse de la fragilité qui nécessitent d'être mis en exergue.

2 Introduction

Comprendre la fragilité

Ce rapport fournit un aperçu de la fragilité multidimensionnelle en République démocratique du Congo (RDC), comme point de départ pour l'atelier à venir sur les Résultats collectifs du « Triple Nexus », qui se tiendra à Kinshasa du 29 au 31 octobre 2019. Cet atelier devra donner lieu à une analyse conjointe des risques, des vulnérabilités et des capacités d'adaptation en RDC. Les principaux objectifs de l'atelier sont de proposer des priorités communes ciblées en termes thématique et géographique pour le renforcement des systèmes de résilience du pays par le biais d'une approche « Triple Nexus »; la cartographie de stratégies, programmes et activités clés en fonction de ces priorités; et l'établissement d'une feuille de route pour valider et mettre en œuvre ces priorités.

La fragilité n'est pas un concept simple. En tant que phénomène multidimensionnel, elle se manifeste à travers un large spectre d'intensités variées dans tous les pays et toutes les sociétés. Ce rapport utilise le cadre multidimensionnel de l'OCDE pour saisir la complexité intrinsèque de la fragilité, tout en fournissant des indications utiles, appliquées à la RDC. Le cadre représente un changement majeur dans la manière dont la fragilité est conceptualisée en ce qu'il est conçu comme une combinaison de risques et de capacités d'adaptation aux niveaux économique, environnemental, politique, de la sécurité et sociétal. Il offre ainsi l'avantage d'une perspective plus complète et universellement pertinente, car il prend en compte le fait que chaque contexte connaît ses propres combinaisons uniques de risques et de capacités d'adaptation.

S'attaquer à la fragilité nécessite l'acceptation de cette complexité et la reconnaissance du fait que toute analyse de cette complexité sera un exercice réductionniste et incomplet. Néanmoins, une telle analyse est essentielle pour adapter des approches différenciées à des contextes fragiles et prendre en compte le large éventail de problématiques pertinentes, dont certaines sont intrinsèquement difficiles et délicates. La fragilité est complexe. Cependant, tous les aspects de la mise en œuvre de programmes visant à réduire la fragilité ne doivent pas nécessairement être compliqués, à condition que la fragilité soit bien comprise au niveau des pays. Le présent rapport met donc l'accent sur l'approche systémique, ce qui peut aider divers acteurs à développer leur propre compréhension de liens de causalité, de la multidimensionnalité et des impacts de la fragilité. Il vise en outre à aider à identifier les conséquences de l'absence de certains risques et ainsi permettre de prioriser les domaines offrant la plus grande valeur ajoutée en matière d'engagement collectif.

Contexte

En janvier 2019, la République démocratique du Congo (RDC) a connu pour la première fois de son histoire une passation de pouvoir pacifique et démocratique, marquant le rétablissement de l'ordre constitutionnel après un hiatus de 2 ans. Malgré certaines difficultés dans la formation d'un nouveau gouvernement, et leur effet sur l'établissement de la politique gouvernementale, cette transition est marquée par une volonté manifeste des autorités congolaises et de leurs partenaires de donner un nouvel élan au développement et à la restauration de la paix sur l'ensemble du territoire. Ceci, après plus d'un

quart de siècle marqué par les effets de l'effondrement de l'État-Zaïre, des deux Guerres du Congo et de la déliquescence graduelle de l'infrastructure sociale, économique et physique du pays.

Sur le plan des politiques économique et sociale, une fenêtre d'opportunité se présente pour mener une réflexion sur le renforcement de l'action collective et la complémentarité et la collaboration entre acteurs nationaux et internationaux en RDC dans les domaines humanitaire, du développement et de la paix. En effet, la planification stratégique est en cours pour l'élaboration ou la finalisation de nombreuses stratégies importantes, comprenant le Plan national de développement, différentes stratégies d'accompagnement d'organisations bilatérales et multilatérales, le Plan de réponse humanitaire (PRH), le cadre de coopération de l'ONU pour le développements (UNDAF/UNSDCF), et le renouvellement du mandat de la MONUSCO. Il s'agit dès lors de veiller à la cohérence de ces différentes stratégies à travers une compréhension partagée des enjeux clés du pays et des avantages comparatifs des différents acteurs et modalités d'intervention.

Ainsi, à l'initiative des Nations Unies, et avec l'appui technique de l'OCDE et de partenaires bilatéraux, les acteurs humanitaires, du développement et de la paix en RDC ont lancé un processus d'identification de Résultats collectifs visant à réduire les besoins humanitaires, risques et vulnérabilités à long terme. Ce processus prendra en compte les modus operandi respectifs et les avantages comparatifs de chacun, avec une attention particulière pour le respect des principes humanitaires. Il aboutira durant le quatrième trimestre de 2019 à travers l'adoption de Résultats collectifs (« Collective Outcomes »).

Ces résultats collectifs, engageant tous les acteurs impliqués, auront pour objectif de contribuer à la réduction du niveau de vulnérabilité de la population congolaise, l'augmentation des chances de survie des personnes faisant face à des risques vitaux, et d'améliorer l'autonomie du système de résilience en RDC. Ainsi, en améliorant la cohérence et la complémentarité entre les interventions des acteurs impliqués, les stratégies et les programmes, il est envisagé de renforcer l'impact vécu par les personnes et les communautés vulnérables en RDC et de contribuer au respect des engagements pris par les autorités congolaises à travers l'Agenda 2030 et le Sommet humanitaire mondial de ne laisser personne pour compte, ainsi que de donner une attention particulière aux personnes les plus démunies et à risque au sein d'une stratégie nationale de développement inclusive et équilibrée.

3 Analyse de la fragilité

“La fragilité est la combinaison d'une exposition au risque et d'une capacité d'adaptation insuffisante de la part de l'État, du système et / ou des communautés pour gérer, absorber ou atténuer ces risques. La fragilité peut avoir des conséquences négatives, notamment des conflits violents, l'effondrement des institutions, des déplacements, des crises humanitaires ou un autre type d'urgence.” (OECD, 2018^[1]).

La République démocratique du Congo est un contexte extrêmement fragile et, sur une échelle allant du mineur au grave, connaît une grave fragilité dans 3 des 5 dimensions (fragilité politique, sociétale et environnementale) du cadre de fragilité 2018 de l'OCDE. Dans les deux dimensions restantes, la sécurité et la fragilité économique, le pays connaît une grande fragilité. La RDC est confrontée à plusieurs facteurs de risque qui contribuent à la fragilité et manque de plusieurs capacités d'adaptation essentielles pour atténuer la fragilité dans les cinq dimensions. Bon nombre de ces facteurs atténuent et propulsent la fragilité dans plusieurs dimensions. Celles-ci incluent des niveaux élevés de violence et de conflit, une mauvaise gouvernance et une vulnérabilité socio-économique grave au sein d'une grande partie de la population. Ils se manifestent à travers divers problèmes, tels que les épidémies et le grand nombre de personnes déplacées de force.

Le contenu ci-dessous reflète une analyse qualitative de la fragilité dans les cinq dimensions du cadre analytique de la fragilité développé par l'OCDE (2018). L'objectif principal de cette étude préliminaire est de décrire le contexte de fragilité de la RDC d'un point de vue national et multidimensionnel. Le cadre analytique de ce rapport repose sur une méthodologie « top-down », dans laquelle l'accent est mis sur les dynamiques à l'échelle « macro » - plutôt que les dynamiques locales - qui contribuent à la situation de fragilité du pays.

Avec plus de 200 communautés ethniques, la RDC est un pays caractérisé par une grande richesse culturelle, une diversité et des dynamiques locales complexes. Parfois, c'est précisément cette diversité culturelle qui engendre des tensions et des conflits entre communautés. En outre, des obstacles logistiques et des problèmes de sécurité ont joué un rôle dans la limitation des mouvements des personnes sur le territoire national, renforçant l'émergence de tendances divergentes entre les « micro-dynamiques » régionales et locales. Ces modèles de différenciation géographique, qui influent sur différents niveaux, contribuent à la fragilité complexe et dynamique du pays.

Cependant, le rapport ne tente pas de saisir les « micro-dynamiques » dans toute leur finesse et complexité ; il sert plutôt à identifier les thèmes et les zones géographiques prioritaires qui demanderont à l'avenir une analyse plus poussée dans un contexte programmatique défini.

La fragilité politique

La République démocratique du Congo connaît une grande fragilité sur le plan politique. Cinq des huit indicateurs pertinents indiquent un déficit comparatif important. Parmi ceux-ci, deux indicateurs peuvent

être caractérisés comme représentant la faiblesse de capacités d'adaptation: «Contraintes judiciaires au pouvoir exécutif», «Voix et responsabilité»; et trois sont qualifiés de risques: «persistance du régime», «perception de la corruption» et «terreur politique» (OCDE, 2018). Ces indicateurs fournissent une vue d'ensemble des facteurs contribuant à la fragilité politique en RDC. Néanmoins, l'importance et la prévalence de ces acteurs peuvent varier d'une région à l'autre du pays (par exemple, la décentralisation du pouvoir politique peut contribuer davantage à la fragilité politique dans certaines régions que dans d'autres).

Des experts à Kinshasa, consultés par l'OCDE en septembre 2019 pour cette analyse, ont identifié des facteurs thématiques clés de la fragilité en RDC: État de droit et gouvernance; Voix et responsabilité; et la corruption. Sur le plan géographique, ils ont souligné la région du Kasaï et du Tanganyika comme zones prioritaires pour toute approche Nexus sur ces thèmes.

Figure 1: La fragilité politique en RDC

Indicator	DRC
	severe ●●●●● minor
Overall ⓘ	●
Decentralised elections ⓘ	●
Voice and accountability ⓘ	●
Restricted gender physical integrity value ⓘ	●
Judicial constraints on executive power ⓘ	●
Legislative constraints on executive power ⓘ	●
Political terror ⓘ	●
Regime persistence ⓘ	●
Perception of corruption ⓘ	●

Source: States of Fragility, 2018

Capacités d'adaptation: contraintes judiciaires du pouvoir exécutif; Voix et responsabilité.

La pauvreté, la violence, l'absence d'autorité gouvernementale, l'existence d'autorités alternatives telles que groupes rebelles, soldats de la paix et acteurs humanitaires, et l'absence de contraintes du pouvoir exécutif signifient que le niveau de responsabilité des autorités est très faible, en particulier vis-à-vis des plus marginalisés et des plus défavorisés. groupes privés de leurs droits. Aux élections présidentielles de 2018, seulement 47,46% de la population avait participé (RFI, 2019 [2]) et plus d'un million de personnes se voyaient interdire de voter (HRW, 2019 [3]). Le manque de responsabilité est pire dans les régions du pays touchées par le conflit, telles que les Kivus, l'ex-région du Katanga et la région du Kasaï, où le manque d'autorité gouvernementale, la violence induite par le conflit et le remplacement des dispositions de l'État des services de base et de la sécurité par les acteurs internationaux sont les plus importants. En dépit de systèmes de favoritisme largement répandus, les fonctionnaires compétents travaillant dans les institutions de l'État jouent souvent un rôle constructif dans la résolution des conflits locaux. Des communautés de l'est de la RDC ont vu des membres des forces armées prendre part à des discussions sur la sécurité communautaire, vu que des responsables fonciers élaboraient des solutions pour améliorer la sécurité du régime foncier et témoignaient des autorités de l'État qui collaboraient avec les églises pour fournir des services de santé et d'éducation (Anonymized, décembre 2017 [4]).

Risques: Persistance du régime; Perception de la corruption; Terreur politique.

Diverses formes d'oppression politique violente et de terreur politique ont marqué l'histoire politique de la RDC. La violence a souvent été utilisée pour défendre les résultats électoraux, comme dans le cas des deux premières élections démocratiques organisées en RDC en 2006 et 2011, remportées par l'ancien président Joseph Kabila et suivies d'allégations massives de fraude électorale, de manifestations de rue et de conflits (ICG, 2016 [5]). Des informations faisant état de violences suivant les lignes politiques et ethniques ont affecté les élections de 2018. Cependant, relativement moins que lors des élections précédentes (HRW, 2019 [3]).

La corruption est également un problème contribuant à la fragilité politique qui touche plusieurs couches de la société et de la politique congolaises. La RDC est classée 161 sur 180 pays dans l'indice de perception de la corruption de 2018 (Transparency International, 2018 [6]). Les institutions néo-patrimoniales à la recherche de rente sont répandues à tous les niveaux de gouvernance et dans tous les secteurs de l'économie. Quatre-vingt pour cent de la population déclare être obligée de verser des pots-de-vin pour des services publics et que le gouvernement pourrait intensifier ses efforts pour lutter contre la corruption. Les réseaux de favoritisme lucratifs sont une forme de gouvernance coutumière et un facteur de corruption (Transparency International, 2019 [7].).

Les secteurs les plus importants de l'économie congolaise, les marchés publics et les industries extractives, sont particulièrement sensibles à de telles pratiques, en grande partie à cause de l'opacité des institutions gouvernementales et des entreprises. La corruption des autorités fiscales et des collectivités locales entraîne une perte de revenus domestiques pour les grandes entreprises, principalement dans le secteur minier, tandis que les citoyens congolais pauvres sont souvent imposés à hauteur de 50% de leurs revenus (GAN, 2019 [8]; Transparency International, 2019). [sept]). De légères améliorations ont été apportées au cours de la dernière décennie, notamment en ce qui concerne la corruption économique, la RDC ayant collaboré avec la Banque mondiale pour mettre en œuvre une loi anti-corruption et faire respecter les lois contre les crimes économiques (Transparency International, 2018 [6]).

Alors que la RDC obtient un faible score sur l'indicateur de fragilité lié aux élections décentralisées, les parties prenantes à Kinshasa ont souligné que les tensions politiques décentralisées constituaient un facteur de fragilité important. En fait, d'importants changements politiques et administratifs ont eu lieu au cours des dernières années aux niveaux provincial et local, en tant qu'effet localisé du processus préélectoral national. Celles-ci comprenaient une reconfiguration majeure des frontières provinciales et des systèmes administratifs qui, dans certaines régions, avaient un effet polarisant sur les relations intercommunautaires et les politiques identitaires.

Vers un avenir politique stable?

Quelques signes mineurs de progrès et d'optimisme se sont matérialisés au cours de la dernière année. En décembre 2018, le président Felix Tshisekedi a remporté des élections relativement pacifiques contre le président sortant, Joseph Kabila, qui a adopté une plate-forme de réformes démocratiques et libérales, de lutte contre la corruption et d'élargissement de l'aide sociale (Al Jazeera, 2019 [9]). Les réformes prévues n'ont pas encore été mises en œuvre en raison d'un processus long et difficile de formation d'un gouvernement. Cependant, ils incluent des investissements dans l'éducation publique pour pouvoir fournir une sorte d'éducation à tous les enfants en RDC, normaliser les relations avec les pays voisins et œuvrer en faveur d'une zone de libre-échange des Grands Lacs, ainsi que des efforts pour lutter contre la corruption et favoriser la paix (Al Jazeera, 2004). 2019 [10]).

Parallèlement, les élections ont été vivement critiquées, à la fois par des opposants politiques, tels que Martin Fayulu, qui a également présidé les élections, et par des observateurs impartiaux des élections, qui ont relevé plusieurs signes d'achat de vote et de fraude. Fayulu et cinq autres candidats à la présidence ont déclaré que les élections avaient été truquées pour que Felix Tshisekedi l'emporte, et SYMOCEL, une

agence d'observation des élections, a relevé 52 irrégularités majeures dans les centres de vote observés (Al Jazeera, 2019 [11]). En outre, le parti de l'ancien président Joseph Kabila a remporté la majorité des sièges au parlement. Tshisekedi et Kabila collaborent depuis les élections pour mettre en place un gouvernement. Deux tiers des membres du gouvernement formé récemment sont des membres du parti Kabila, dont le Premier ministre Ilunga. (Al Jazeera, 2019 [10]). Jusqu'à présent, les élections n'ont pas provoqué de violences généralisées ni de troubles sociaux, mais la rhétorique et les schémas post-électorales sont similaires aux élections précédentes, souvent empoisonnés par la violence et le mécontentement généralisé. Les opposants politiques de Tshisekedi ont également exhorté les citoyens à s'opposer et à protester contre le résultat (The Guardian, 2019 [12]). Ces développements ont mis à mal l'optimisme post-électoral qui a suivi l'élection du président Tshisekedi.

La fragilité économique

La République démocratique du Congo connaît une grande fragilité sur le plan économique. La «sécurité alimentaire» est la principale préoccupation parmi les 13 indicateurs. En outre, la RDC a un grand déficit de performance pour les indicateurs « Education», « Dépendance vis-à-vis des ressources naturelles», la «vulnérabilité socio-économique» et le «cadre réglementaire» (OCDE, 2018).

Des experts à Kinshasa, consultés par l'OCDE en septembre 2019 pour cette analyse, ont souligné que la croissance inclusive constituait le principal défi. Ils ont identifié la région du Kasaï (Lomami, le Kasaï, le Kasaï oriental, le Kasaï oriental et le Sankuru), ainsi que l'ex-Équateur (Sud-Ubangi, Nord-Ubangi, Équateur, Tshuapa et Mongala) comme des régions prioritaires pour toute approche du Nexus sur ces thèmes. Au niveau des communautés et des ménages, ils ont mis en évidence les personnes particulièrement handicapées et les jeunes au chômage comme des groupes particulièrement vulnérables en termes de fragilité économique.

Figure 2: Fragilité économique en RDC

Indicator	DRC
	severe ●●●●● minor
Overall ⓘ	●
Remoteness ⓘ	●
Regulatory quality ⓘ	●
Education ⓘ	●
Males in labour force ⓘ	●
Women in labour force ⓘ	●
Food security ⓘ	●
Socio-economic vulnerability ⓘ	●
GDP growth rate ⓘ	●
Unemployment rate ⓘ	●
Aid dependency ⓘ	●
NEET ⓘ	●
General government gross debt ⓘ	●
Resource rent dependence ⓘ	●

Source: States of Fragility, 2018

Capacités d'adaptation: éducation; La sécurité alimentaire; Environnement réglementaire.

La fragilité économique de la RDC est atténuée par les capacités d'adaptation placées à différents niveaux de la société. Au niveau national, la RDC a connu une croissance stable et forte depuis plusieurs années. Selon les premières estimations, la croissance du PIB devrait passer de 3,5% en 2017 à 3,9% en 2018. Cependant, une forte hausse des prix du cobalt a entraîné une croissance de la production minière plus rapide que prévu et un taux de croissance global du PIB de 5,8% en 2018. ralentir quelque peu en 2019 en raison d'une baisse de 65% des prix du cobalt au cours de la dernière année. Toutefois, il devrait rester relativement élevé, à 4,3%, du fait du doublement de l'activité non minière imputable à la hausse des investissements publics et à l'optimisme postélectoral.

En général, la stabilité macroéconomique continue de se consolider en RDC en raison de politiques telles que la limitation du déficit budgétaire et les restrictions de la dette publique mises en place en 2017. L'inflation est passée d'un pic de 41,5% en 2017 à un niveau projeté de 5,5% en 2019. et le solde budgétaire du gouvernement était neutre en 2018 malgré les dépenses élevées liées aux élections de décembre 2018. La dette publique brute diminue donc. Dans le contexte politique actuel, la croissance devrait osciller autour de 4% à moyen terme, mais des réformes structurelles potentielles, des investissements publics et un regain d'intérêt de la communauté des donateurs pourraient contribuer à stimuler davantage la croissance (FMI, 2019 [13]).

Ces évolutions macro-économiques encourageantes masquent néanmoins d'importants niveaux de fragilité économique aux niveaux infranational, communautaire et des ménages, fortement liés à la distribution asymétrique de la richesse; contraintes majeures dans la mobilisation des ressources nationales; et, de manière connexe, l'absence d'impact socioéconomique des atouts macroéconomiques.

Ces préoccupations sont mises en évidence par les résultats défavorables des indicateurs de la sécurité alimentaire et de l'éducation du cadre de la fragilité de l'OCDE. Selon le PAM, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire en RDC a augmenté de 70% entre 2017 et 2018, passant de 7,7 millions à 13,1 millions de personnes. Actuellement, environ 16% de la population de la RDC souffre d'insécurité alimentaire et est particulièrement répandue dans les zones touchées par le conflit telles que l'Ituri, les Kivus et la région du Kasai (PAM, 2019 [14]). La fragilité économique et l'insécurité alimentaire se renforcent mutuellement: d'une part, la fragilité économique accroît la vulnérabilité de la population aux fluctuations économiques; de l'autre, l'insécurité alimentaire entrave la capacité des populations à faire face à la fragilité économique, car elle limite leur capacité à se préparer aux crises économiques.

En RDC, la malnutrition est à la fois une crise humanitaire et une crise de développement, combinant des facteurs structurels et conjoncturels. Bien que la malnutrition aiguë et chronique soit à l'origine de taux de mortalité élevés dans les zones touchées par le conflit, il s'agit d'un problème général pour l'ensemble du pays. La RDC a l'un des taux de mortalité les plus élevés au monde: environ 10% des enfants en RDC n'atteignent pas l'âge de 5 ans en raison de causes directes et indirectes de malnutrition (Action Contre La Faim, sd [15]). Le système en RDC doit également faire face à de sérieux défis. En 2014, seuls 45% des enfants avaient atteint la dernière année d'école primaire et en 2018, seulement 77% de la population était alphabète (UNESCO, 2019 [16]). Cela entrave en outre la capacité de faire face à la fragilité économique, la population étant moins en mesure de s'adapter aux défis économiques.

Risques: Dépendance à la location de ressources; Vulnérabilité socio-économique.

Les facteurs socio-économiques et la vulnérabilité ne sont toutefois pas les seules causes de la fragilité économique en RDC. Plusieurs facteurs de risque structurels contribuent également à cette dimension. La RDC est un pays riche en ressources naturelles et dépend fortement des loyers tirés de ces ressources. En 2017, 14,6% du PIB de la RDC étaient constitués de rentes minérales, contre 2% pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, ce qui montre à quel point l'économie de la RDC dépend du secteur minier (Banque mondiale, 2019 [17]). Le FMI souligne la nécessité de diversifier l'économie au-delà des loyers tirés des ressources naturelles pour atténuer les risques tels que la baisse des prix des produits de base. Cependant, le FMI note également que les plus de 80 millions d'hectares de terres arables et plus de 1 100 minéraux et métaux précieux constituent une source importante de potentiel économique (FMI, 2019 [13]; Banque mondiale, 2019 [18]). L'accès et le contrôle des ressources naturelles dans différentes régions ont également déclenché divers conflits violents (ISSSS, Février 2015 [20]; Monusco, novembre 2018 [21]; Sida, 2018 [14]).

L'environnement des affaires en RDC est le septième au classement mondial de l'indice Doing Business de la Banque mondiale. Il se comporte particulièrement mal en termes de facilité de commerce transfrontalier, pour lequel il se classe au 188ème rang sur 190 pays dans le monde. La facilité de paiement des taxes, de respect des contrats et d'achat d'électricité est également particulièrement faible en RDC. La seule variable de l'indice Doing Business pour laquelle la RDC obtient des résultats relativement bons, en raison des améliorations considérables apportées ces dernières années, est la facilité de création d'entreprise (DB, 2019 [19]). En outre, les coûts élevés liés à la réglementation, à la corruption, aux risques politiques et à l'insécurité restreignent considérablement l'accès au crédit à long terme en RDC, les trois quarts de tous les crédits étant d'une durée inférieure à un an (ITA, 2017 [20]), ce qui rend beaucoup plus nécessaires investissements à long terme, notamment dans les infrastructures, les services de base, l'industrie et l'agriculture en RDC, et amplification de la fragilité économique.

La vulnérabilité socioéconomique est exacerbée pour ceux qui occupent déjà des postes vulnérables et marginalisés dans la société. On citera à titre d'exemple les possibilités d'emploi offertes aux personnes handicapées, qui se retrouvent souvent exclues de l'emploi en raison de l'absence de poids d'un cadre légal (Aldersey, 2012 [21]). La majorité des personnes handicapées en RDC sont illettrées et vivent dans des conditions inhumaines et dégradantes et sont confrontées à une discrimination généralisée (en

particulier en raison de leur appartenance féminine) (Sida, décembre 2014 [22]). Le chômage des jeunes constitue un facteur clé supplémentaire de vulnérabilité.

La fragilité sociétale

La République démocratique du Congo connaît une grande fragilité dans la dimension sociétale. La situation est particulièrement préoccupante pour cinq des huit indicateurs, à savoir «voix et responsabilité», «accès à la justice», «inégalité de genre», «croissance de l'urbanisation» et «peuples déracinés». Il existe donc plusieurs facteurs de risque contribuant à la fragilité de la société en RDC. De plus, la RDC ne dispose pas de nombreuses capacités d'adaptation vitales, ce qui rend difficile la gestion des risques actuels (OCDE, 2018 [1]).

Figure 3: La fragilité sociétale en RDC

Indicator	DRC
	severe ●●●●● minor
Overall ⓘ	●
Access to justice ⓘ	●
Core civil society index ⓘ	●
Voice and accountability ⓘ	●
Gini coefficient ⓘ	●
Gender inequality ⓘ	●
Uprooted people ⓘ	●
Horizontal inequality ⓘ	●
Urbanisation growth ⓘ	●

Source: States of Fragility, 2018

Capacités d'adaptation: voix et responsabilité; Accès à la justice; Croissance de l'urbanisation.

Il y a plus de 200 groupes ethniques différents en RDC, qui parlent souvent dans différents dialectes locaux. Les mouvements et le mélange de ces groupes ont parfois été une cause de conflit, mais ont souvent abouti à une coexistence pacifique (Anonymized, December 2017 [4]). Néanmoins, la capacité de la RDC à faire face à la fragilité sociale est limitée par divers facteurs. L'accès à la justice est extrêmement faible, avec des institutions gouvernementales et judiciaires faibles, ainsi que la corruption, ce qui limite la capacité à appliquer les lois et à régler les différends (Bertelsmann Stiftung, 2018 [23]). L'accès à la justice est également affecté par les disparités géographiques au sein des provinces (avec des capacités très concentrées dans les capitales provinciales); le seuil financier élevé; et un manque général de sensibilisation des citoyens à leurs droits et au système de justice. En outre, les modes alternatifs de résolution des conflits, y compris par le biais des systèmes d'autorité traditionnels, se sont progressivement affaiblis sous le poids des pressions extérieures et des défis auxquels est confrontée l'autorité des dirigeants locaux.

Ce manque d'accès à la justice a des conséquences importantes. Premièrement, cela engendre l'impunité pour les crimes, tels que la violence sexuelle et sexiste, l'exploitation des enfants et la corruption, contribue directement à la fragilité de la société. Deuxièmement, la capacité limitée du système judiciaire à régler

les litiges entraîne des pertes économiques en augmentant les risques et les coûts d'exploitation d'une entreprise (GAN, 2019 [8]). Troisièmement, l'absence de recours judiciaire contribue également aux tensions et à la fragmentation de la société, en raison des limites imposées à la création d'un environnement propice aux relations de confiance. La faiblesse du système judiciaire est renforcée par l'organisation décentralisée du pouvoir politique dans tout le pays (Anonymized, December 2017 [4]).

Risques: Inégalité de genre; Populations déracinées.

Les déplacements forcés, à la fois sous la forme de déplacements internes et de réfugiés fuyant vers et de la RDC, sont répandus et augmentent en RDC. Plus de 5 millions de personnes déplacées de force vivaient en RDC en 2018 - 529 061 d'entre elles étaient des réfugiés principalement originaires du Soudan du Sud et de la République centrafricaine, et plus de 4,5 millions d'entre elles étaient des personnes déplacées. En outre, plus de 700 000 Congolais ont vécu en tant que réfugiés en dehors de la RDC. Le nombre de réfugiés en RDC est resté relativement constant, environ un demi-million, depuis 2013, après avoir été multiplié par sept, contre 65 000 à la fin de 2012 et un demi-million à la fin de 2013. Le nombre de PDI a augmenté de façon continue au cours de la dernière décennie, passant de 2 millions en 2009 à 4,5 millions actuellement, soit une augmentation de 220% en 10 ans. Le nombre de réfugiés congolais à l'étranger a augmenté de 58% au cours de la dernière décennie, passant de 450 000 en 2009 à 720 000 actuellement (HCR, 2019 [24]).

Les déplacements de population en RDC sont principalement dus à des niveaux de violence et de conflit prolongés, en particulier dans les provinces de l'est de l'Ituri, du Nord et du Sud-Kivu. Le niveau élevé de vulnérabilité aux aléas naturels, notamment aux tremblements de terre et aux inondations, provoqué par une gouvernance médiocre et une pauvreté extrême entraîne également des déplacements, en particulier dans les zones pauvres et rurales (IDMC, 2019 [25]). En dépit d'une tendance à la prolongation des situations, les déplacements forcés en RDC sont le plus souvent de nature récurrente à court terme, la majorité des personnes déplacées restant dans des zones proches de leur domicile. Les zones et les communautés les plus touchées par les déplacements fréquents de personnes déplacées tendent également à présenter des niveaux élevés de vulnérabilité, à la fois à la violence et aux aléas naturels, ce qui aggrave l'insécurité alimentaire et la violence (IDMC, 2019 [25]). Les tensions et la violence intercommunautaires se sont intensifiées au cours des dernières années (en particulier dans l'est et dans la région du Kasai), avec un impact apparemment croissant sur les déplacements.

La grande vulnérabilité des personnes déplacées dans les zones touchées par le conflit est particulièrement dommageable pour les femmes et les enfants. L'absence de protection, la présence persistante de groupes armés et les normes sexuelles répressives contribuent à une violence sexuelle et sexiste généralisée, en particulier dans les régions du Kivu, du Katanga et du Kasai touchées par le conflit (Nations Unies, 2019 [27]). L'absence de contrôle gouvernemental et de normes sociales est également à l'origine d'une culture d'impunité en matière de violence sexuelle. Ces violences représentent également un risque pour les enfants des zones touchées, en particulier les enfants déplacés séparés de leurs parents. En particulier dans la région du Nord-Kivu, de nombreux enfants ont été victimes de violence sexuelle en tant qu'instrument du pouvoir et contraints de faire partie de groupes armés (IDMC, 2019 [25]).

L'inégalité de genre en général est en outre soulignée dans le cadre de fragilité de l'OCDE de 2018 en tant que facteur de risque contribuant à la fragilité de la société en RDC. Les femmes sont entre autres plus exposées à la pauvreté que les hommes. 61% des femmes congolaises vivent sous le seuil de pauvreté, contre seulement 51% des hommes (Matundu Mbambi et Faray-Kele, 2010 [28]). Néanmoins, l'écart entre les sexes n'est pas si grand en termes d'inégalité monétaire, mais spécifiquement en termes d'opportunité, de choix et de sécurité humaine (Sida, 2018 [14]). Les femmes sont également sous-représentées dans les postes de décision. Les femmes occupent seulement 7,2% des postes au sein du parlement et du gouvernement nationaux (ONU Femmes, 2019 [29]), malgré de nombreuses preuves suggérant que la participation des femmes à la prise de décision accroît le bien-être, favorise le

développement et diminue le risque de violence et de conflits. Dans les régions caractérisées par un système éducatif déficient ou des cours de sensibilisation, la fragilité sociétale des membres féminins de la société se détériore.

Les traditions culturelles de plusieurs régions du pays sont un facteur supplémentaire de la grande fragilité des membres féminins de la société. Le mariage des enfants est une tradition extrêmement destructrice pour les jeunes adolescentes. En RDC, 10% des filles sont mariées à 15 ans et 37% à 18 ans (UNICEF, 2018 [30]). Selon l'UNICEF, la RDC a le dix-neuvième taux le plus élevé de mariages d'enfants dans le monde et le neuvième plus grand nombre absolu d'enfants mariées - 1,3 million. Les filles vivant dans les zones rurales et les zones les plus pauvres de la RDC risquent davantage de se marier jeunes. En outre, la persistance des conflits a entraîné une augmentation du nombre de mariages précoces, alors que les jeunes filles sont de plus en plus vulnérables et sont contraintes à se marier avec des combattants armés ou forcées par le viol. Enfin, dans de nombreuses cultures du pays, le rôle des épouses et des mères devrait se jouer jeune. La jeune maternité est renforcée par le manque de contraception en RDC (Girls not brides, 2017 [31]).

La fragilité environnementale

La République démocratique du Congo connaît une grande fragilité dans la dimension environnementale. Ses performances sont particulièrement médiocres dans 5 des 9 indicateurs. «Santé environnementale», «Sécurité alimentaire», «Personnes déracinées», «Efficacité gouvernementale» et «État de droit» (OCDE, 2018 [1]). En RDC, la prévalence des maladies infectieuses est également pire que le contexte fragile moyen, et il est probable que la performance de cette variable se soit encore détériorée depuis que le cadre a été établi en 2018, notamment (mais pas exclusivement) à la suite de l'épidémie d'Ébola à l'Est du pays (OMS, 2019 [32]).

La littérature disponible a fourni un aperçu limité de la manière dont les conséquences anticipées du changement climatique pour la RDC pourraient se manifester à travers le pays. Des experts à Kinshasa, consultés par l'OCDE en septembre 2019 pour cette analyse, ont souligné que les connaissances limitées sur ce sujet constituaient un manque d'informations important aux fins de la planification.

Figure 4: La fragilité environnementale en RDC

Indicator	DRC
	severe ●●●●● minor
Overall ⓘ	●
Rule of law ⓘ	●
Food security ⓘ	●
Core civil society index ⓘ	●
Government effectiveness ⓘ	●
Prevalence of infectious disease ⓘ	●
Uprooted people ⓘ	●
Environmental health ⓘ	●
Natural hazard exposure ⓘ	●
Socio-economic vulnerability ⓘ	●

Source: States of Fragility, 2018

Capacités d'adaptation: sécurité alimentaire; L'efficacité du gouvernement; Règle de loi.

Le manque d'eau potable et d'assainissement, le mauvais état de santé de l'environnement et la fragilité de l'environnement sont en outre poussés par la faiblesse de l'État et le conflit généralisé. Un conflit interdit l'autorité et l'efficacité du gouvernement dans de grandes parties de la RDC. Il interdit également l'accès à l'aide humanitaire, les acteurs humanitaires n'ayant pas accès à une grande partie des zones les plus touchées. Les nombreux déplacements causés par les conflits prolongés sont une source de détresse supplémentaire, alors que la concurrence pour des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement déjà limitées augmente encore. Les déplacements entraînent également une insécurité alimentaire supplémentaire et facilitent la propagation des maladies infectieuses. La grande quantité de personnes déplacées de force vivant en RDC, environ 5 millions de personnes, constitue donc un facteur de risque important contribuant à la fragilité de l'environnement en RDC de plusieurs manières.

Risques: santé environnementale; Personnes déracinées; Prévalence des maladies infectieuses.

En août 2018, le dixième foyer d'Ebola en RDC a été déclaré. Il s'agit de la plus grande épidémie d'Ebola jamais enregistrée en RDC et de la deuxième plus grande au monde après l'épidémie de 2013-2014 en Afrique de l'Ouest (OMS, 2019 [32]). Au début du mois d'août 2019, un an après le début de l'épidémie, 2687 cas d'Ebola ont été confirmés et 1866 décès confirmés. Depuis juin 2019, environ 75 à 100 nouveaux cas d'Ebola ont été confirmés chaque semaine (MSF, 2019 [33]). L'épidémie touche principalement les régions du Nord-Kivu et de l'Ituri, au nord-est du pays, deux régions particulièrement exposées aux conflits et à la violence, aux déplacements de population et au manque d'accès aux services de base et à l'aide humanitaire. Le 17 juillet 2019, l'OMS a déclaré l'épidémie une urgence de santé publique (OMS, 2019 [32]).

Cependant, Ebola n'est pas la seule maladie infectieuse affectant la RDC. Le choléra, la poliomyélite et le VIH / sida, entre autres, causent de graves problèmes de santé dans le pays. En 2017, plus de 53 000 cas de choléra ont été signalés et 1 145 personnes décédées lors d'une épidémie à l'échelle nationale qui s'est déclarée dans l'est du pays (Ingelbeen et al., 2019 [34]). La poliomyélite presque éradiquée s'est également propagée dans plusieurs régions du pays, avec 4 épidémies et un total de 42 cas confirmés entre juin 2017 et janvier 2019. Ces quatre épidémies sont considérées par l'OMS comme présentant un risque très élevé pour la santé publique. 2019 [35]). En 2018, la part de la population adulte vivant en RDC avec le VIH était de 0,8% (45 000 personnes), 19 000 personnes étaient nouvellement infectées par le VIH et 17 000 étaient mortes de maladies liées au sida (ONUSIDA, 2019 [36]). Les différentes maladies infectieuses affectant la RDC se rencontrent principalement dans les zones touchées par le conflit et les zones rurales, où le contrôle gouvernemental est particulièrement faible, l'accès aux services de base et l'assistance humanitaire est limité, et la fragilité générale est particulièrement élevée.

Les épidémies ne sont pas le seul facteur de risque contribuant à la fragilité de l'environnement en RDC. C'est le 5ème pays le moins respectueux de l'environnement au monde selon l'indice de performance environnementale. La qualité de l'air est l'une des pires au monde, avec un dépassement et une exposition aux particules parmi les 10 pays les plus défavorisés de l'indice et une utilisation élevée des combustibles solides par les ménages. Ils ont également un faible accès à l'eau et à l'assainissement (Yale, 2019 [37]). 33 millions d'habitants des zones rurales de la RDC n'ont pas accès à une eau de qualité, seuls 52% de la population ont accès à une source d'eau améliorée et seulement 29% ont accès à des installations d'assainissement améliorées (UNICEF, 2019 [38]). La mauvaise qualité de l'air et l'absence d'installations améliorées d'approvisionnement en eau et d'assainissement contribuent à la propagation des maladies infectieuses, car elles endommagent le système immunitaire, facilitent la croissance des bactéries et interdisent les pratiques d'hygiène de base. Le manque d'eau et d'assainissement appropriés est également la cause de maladies telles que la diarrhée qui, avec l'insécurité alimentaire, est l'une des

principales causes de malnutrition en RDC. Environ 43% des enfants âgés de 0 à 5 ans souffrent de malnutrition (UNICEF, 2019 [38]).

Les catastrophes naturelles et les changements climatiques ont fait évoluer un paysage déjà complexe et fragile (Ministère provincial de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage de l'Ituri, 2018 [39]). Les changements climatiques devraient persister dans un avenir proche et devraient accroître les vulnérabilités actuelles en République démocratique du Congo (Gouvernement des Pays-Bas, 2019 [40]). On prévoit que cela augmentera les températures et modifiera les régimes de précipitations. De plus, la sécurité alimentaire sera affectée par les pertes et les échecs de récolte; l'augmentation de la mortalité du bétail; les impacts négatifs sur la pêche; et les dommages généraux causés aux infrastructures.

La fragilité sécuritaire

La République démocratique du Congo connaît une grande fragilité en matière de sécurité. Sa performance est particulièrement préoccupante pour cinq des 13 indicateurs, comprenant «agents de sécurité armés et les agents de police pour 100 000», mais aussi les indicateurs «Efficacité du gouvernement», «État de droit» et «Alliances formelles». La RDC connaît également un conflit prolongé et connaît depuis plus de deux décennies un nombre élevé de morts liées au combat (OCDE, 2018 [1]; UCDP, 2019 [41]). Dans ce contexte, les conflits et la violence en RDC doivent être compris à la fois comme une cause et une conséquence de la faiblesse de la gouvernance et de l'état de droit en RDC.

La dimension de sécurité consiste en des questions transversales qui se rattachent aux cinq autres dimensions du cadre de fragilité.² La survenue de la violence est souvent liée à d'autres facteurs influents tels que le contexte politique et économique (CISPE, 2019 [42]). La politisation de l'identité et de la citoyenneté a contribué aux conflits violents récurrents dans les sociétés de l'est de la RDC, telles que le Kivu et l'ex-Province Orientale (ISSSS, Février 2015 [20]). De plus, l'accès à la terre, aux ressources, aux opportunités économiques et au pouvoir politique contribue à la fragilité politique dans l'est de la RDC et est à l'origine des conflits violents. Cependant, non seulement l'est de la RDC a été le théâtre de conflits liés à la terre et à l'identité, ainsi que de conflits concernant les ressources naturelles et le pouvoir politique. Ces conflits «locaux» peuvent être généralisés à l'ensemble de la RDC, car ces conflits ont généralement des causes profondes similaires dans tout le pays (Anonymized, December 2017 [4]).

Évaluer les aspects localisés de la fragilité de la sécurité en RDC nécessite une analyse approfondie de la dynamique au niveau de la communauté, qui est souvent exacerbée par les «entrepreneurs en conflit», qui manipulent les griefs historiques et la concurrence pour la terre et les ressources naturelles. Les conflits fonciers sont souvent causés par le décalage entre les codes de gestion des terres légaux qui ont été officiellement mis en place et les pratiques coutumières qui prévalent souvent. Ce problème est exacerbé par la pression démographique et les différentes pratiques d'utilisation des terres (SFCG, Juillet 2017 [46]).

Des experts à Kinshasa, consultés par l'OCDE en septembre 2019 pour cette analyse, ont souligné le caractère fragmenté du paysage conflictuel, nécessitant une analyse approfondie de la microdynamique dans des contextes spécifiques (que cette analyse au niveau macro n'a malheureusement pas été conçue pour capturer correctement). Ils ont également souligné l'importance des déclencheurs de conflit transfrontaliers, régionaux et internationaux. Les domaines retenus pour une attention prioritaire dans le

² Des experts à Kinshasa, consultés par l'OCDE en septembre 2019 pour cette analyse, ont exprimé leur surprise devant le classement peu sévère de la RDC et les mesures de «contrôle du territoire», de «risque de conflit violent» et de «décès par acteurs non étatiques par habitant». Les données utilisées pour tous les indicateurs du tableau ci-dessous sont mesurées au niveau national plutôt que régional. Ils sont rassemblés auprès d'institutions universitaires bien citées et réputées dans le domaine de la fragilité, des conflits et de la violence. Chaque contexte est classé en cinq catégories en fonction de son score quantitatif pour chaque indicateur. Ainsi, si certains des problèmes pris en compte par les indicateurs pourraient être importants en RDC, ils pourraient être considérés comme relativement moins graves par rapport aux 172 autres contextes du cadre de fragilité de l'OCDE.

contexte de toute approche Nexus autour de ces thèmes sont les suivants: Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika, Ituri, Maniema, la région du Kasaï et Yumbi.

Figure 5: La fragilité sécuritaire en RDC

Indicator	DRC
	severe ●●●●● minor
Overall ⓘ	●
Restricted gender physical integrity value ⓘ	●
Rule of law ⓘ	●
Government effectiveness ⓘ	●
Formal alliances ⓘ	●
Control over territory ⓘ	●
Armed security officers per 100 000 ⓘ	●
Police officers per 100 000 ⓘ	●
Battle-related deaths per capita (log) ⓘ	●
Impact of terrorism ⓘ	●
Violent conflict risk ⓘ	●
Deaths by nonstate actors per capita ⓘ	●
Level of violent criminal activity ⓘ	●
Homicide rate ⓘ	●

Source: States of Fragility, 2018

Capacités d'adaptation: officiers de sécurité armés pour 100 000 habitants et policiers pour 100 000 habitants; L'efficacité du gouvernement; Etat de droit; Alliances formelles.

Les conflits ne sont pas seulement la cause de la faiblesse du gouvernement et de l'absence d'état de droit, mais aussi en partie de ce fait. La RDC a l'un des ratios impôts / PIB les plus faibles du monde, soit 7,6%, dont la majorité provient du secteur minier (OCDE, 2018 [43]). C'est également l'un des pays du monde où l'État fournit le moins de services de base. Les disparités régionales sont frappantes: certaines zones ont une densité de centres de santé cinq fois plus élevée que d'autres, et la mortalité infantile est de 14,3 % plus élevée dans les zones rurales que dans les zones urbaines (FMI, 2015 [44]). La présence de l'État est particulièrement faible dans les zones touchées par un conflit. Cela pourrait contribuer à la fragilité de la sécurité de deux manières. D'une part, cela peut causer des griefs et une privation relative; d'autre part, cela renforce la perception de l'autorité de l'État comme étant faible et vulnérable aux défis.

Cette dernière notion est également corroborée par le faible nombre d'agents de sécurité et de policiers armés en RDC. Il n'y a que 1,2 officiers de sécurité armés pour 100 000 habitants en RDC, soit 21% de moins que la moyenne mondiale et 1,5 officier de police pour 100 000 habitants, soit 42% de moins que la moyenne mondiale (IEP, 2019 [45]). Ceci en dépit du fait que la RDC soit l'un des pays les plus violents au monde. Des craintes ont été exprimées quant à la réduction continue de l'empreinte de la MONUSCO sur le renforcement de la sécurité.

Risques: Conflit prolongé; Décès au combat par habitant.

Au cours de la dernière décennie, 15 194 personnes au total ont perdu la vie dans des violences non étatiques ou perpétrées par des États. 8.435 personnes supplémentaires ont été tuées dans des violences unilatérales. L'année 2017 a été la plus violente depuis 2002, avec un total de 5 916 personnes tuées au combat (4 450) et de violences unilatérales (1 466). La plupart des actes de violence ont eu lieu dans l'est du pays, notamment dans les Kivus et en Ituri. Cependant, le Kasaï et le Tanganyika ont connu des niveaux de violence élevés (Pettersson, Högladh et Öberg, 2019 [46]; UCDP, 2019 [41]).

Les conflits contribuent directement à la fragilité de la sécurité en RDC. Ils causent des souffrances, à la fois directement par le biais des victimes du conflit et indirectement par le biais de diverses formes de violence généralisée dans les zones touchées par le conflit, y compris la violence sexuelle (ONU, 2019 [27]). Les conflits sont aussi une cause indirecte d'insécurité, car ils génèrent des déplacements; restreindre la capacité du gouvernement à exercer ses obligations envers les citoyens; et permettre l'impunité pour des crimes tels que l'homicide et la violence sexuelle (Bertelsmann Stiftung, 2018 [23]).

Références

- Action Contre La Faim (n.d.), *Note de contexte réponse aux crises nutritionnelles en RDC*. [15]
- Al Jazeera (2019), *DRC announces new government 7 months after president inaugurated*. [10]
- Al Jazeera (2019), *Felix Tshisekedi sworn in as DR Congo president*. [9]
- Al Jazeera (2019), *'Major' irregularities with DR Congo vote count: Poll observers*. [11]
- Aldersey, H. (2012), *Disability advocacy in Kinshasa, Democratic Republic of the Congo*. [24]
- Anonymized (December 2017), *Analysis of Conflict in the Democratic Republic of Congo (anonymized title)*. [4]
- Bertelsmann Stiftung (2018), *BTI 2018 Country Report: Democratic Republic of Congo*. [26]
- Christian Aid (2019), *Integrating conflict prevention in humanitarian resilience programmes*. [72]
- Chungong, C. and C. Fasiotti (2016), *Jeunesse pour la paix dans la plaine de la Ruzizi, (Yawezekana)*. [78]
- CISPE (2019), *Résurgence des violences en Ituri ? La Crise de Djugu de 2018*. [45]
- DB (2019), *Doing Business 2019: Democratic Republic of Congo*. [22]
- Development Initiatives (2018), *Global Humanitarian Assistance Report*. [73]
- Feretti, S. (2017), *Nutrition Emergency/ Nutrition Emergency pool in DRC (PUNC)/ DR Congo*. [82]
- FTS (2019), *Congo, The Democratic Republic of the*, UNOCHA Financial Transaction Service. [66]
- GAN (2019), *DR Congo Corruption Report*. [8]
- Girls not brides (2017), *Girls not brides - Democratic Republic of the Congo*, <https://www.girlsnotbrides.org/child-marriage/democratic-republic-of-the-congo/>. [34]
- Gouvernement de la République Démocratique du Congo (2016), *Stratégie Nationale de Solutions Durables pour les Populations Déplacées Internes et les Rapatriés..* [91]
- Government of the Netherlands (2019), *Climate Change Profile: Democratic Republic of the Congo (East)*. [43]
- HRW (2019), *DR Congo: Voter Suppression, Violence*, Human Rights Watch. [3]
- ICG (2016), *Boulevard of Broken Dreams: The "Street" and Politics in DR Congo*, International [5]

- Crisis Group.
- IDMC (2019), *Democratic Republic of Congo*, Internal Displacement Monitoring Centre. [28]
- IEP (2019), *Global Peace Index 2019*. [49]
- IMF (2019), *IMF Staff Completes 2019 Article IV Mission to the Democratic Republic of the Congo*. [13]
- IMF (2015), *Democratic Republic of the Congo : 2015 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Democratic Republic of the Congo*. [48]
- Ingelbeen, B. et al. (2019), *Recurrent Cholera Outbreaks, Democratic Republic of the Congo, 2008–2017*, Emerging Infectious Diseases. [37]
- International Crisis Group (2019), *DR Congo : A recount and talks to find a way out of the Crisis*. [75]
- International Monetary Fund (2015), *Democratic Republic of the Congo, selected issues*. [86]
- Invest in DRC (2016), *FDI in DR Congo*, DRC National Agency for the Promotion of Investments. [69]
- IOM (2019), *IOM Risk Analysis Country Profile (June-November 2019)*. [76]
- Irengé, L. and S. Bora (2016), *Jeunesse pour la paix dans la plaine de la Ruzizi*. [77]
- ISSSS (Février 2015), *Stratégie Provinciale de Stabilisation et Plan d'Action pour la Province de Sud Kivu*. [19]
- ITA (2017), *Congo, Democratic Republic - Banking Systems*, The International Trade Administration (ITA), U.S. Department of Commerce. [23]
- ITA (2017), *Congo, Democratic Republic - Currency/Money*, The International Trade Administration (ITA), U.S. Department of Commerce. [61]
- Kakisingi, B. (2018), *Investing in Democratic Republic of Congo (DRC)*. [63]
- MAP (2016), *Democratic Republic of the Congo – Financial Inclusion Country report 2016*. [84]
- MAP (2015), *République Démocratique du Congo. Repousser les Frontières d'Acces aux services financiers en République Démocratique du Congo. – 2016-2021*. [87]
- Matundu Mbambi, A. and M. Faray-Kele (2010), *Gender inequality and social institutions in the D.R. Congo*, Women's International League of Peace and Freedom. [31]
- Ministere du Plan (2011), *Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté 2011-2015*. [51]
- Ministere provincial de l'agriculture, peche et élevage de l'Ituri (2018), *Evaluation approfondie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de ménages en situation d'urgence (EFSA – Nutrition) dans la province de l'Ituri, Juin 2018*. [42]
- Ministre de l'emploi, du travail et de la prévoyance sociale (2016), *'Notre protection sociale'. Plan de Mise en Œuvre de la Stratégie Nationale de Protection Sociale*. [90]

- Ministre de l'emploi, du travail et de la prévoyance sociale (2015), '*Notre protection sociale*'. [88]
Politique Nationale de Protection Sociale.
- Ministre de l'emploi, du travail et de la prévoyance sociale (2015), *Document de Stratégie Nationale de Protection Sociale. Volume 2.* [89]
- MONUSCO (2019), *Deployment Map, June 2019.* [65]
- Monusco (November 2018), *Conflict analysis in Kamonia.* [20]
- MSF (2019), *DRC Ebola outbreaks: Crisis update - August 2019*, Médecins Sans Frontières. [36]
- OECD (2018), *Revenue Statistics in Africa 2018 – The Democratic Republic of the Congo.* [47]
- OECD (2018), *States of Fragility 2018*, OECD Publishing, Paris, [1]
<https://dx.doi.org/10.1787/9789264302075-en>.
- Oxfam (2019), *Rethink assistance to protracted crises in DRC. The case of Tanganyika.* [71]
- Pettersson, T., S. Högladh and M. Öberg (2019), *Organized violence, 1989-2018 and peace agreements*, Journal of Peace Research 56(4). [50]
- RFI (2019), *Diplomatic progress as Rwanda hosts DRC president at business forum.* [60]
- RFI (2019), *RDC: l'opposant Félix Tshisekedi proclamé vainqueur de la présidentielle.* [2]
- SFCG (Juillet 2017), *Conflict Scan : Prévention et gestion des conflits au Nord Katanga.* [46]
- Sida (2018), *Multidimensional poverty analysis for the Democratic Republic of Congo 2018.* [21]
- Sida (December 2014), *Disability Rights in Dem Repu of Congo.* [25]
- The Guardian (2019), *DRC opposition urges civil disobedience after election appeal rejected.* [12]
- The World Bank (2018), *International Development Association.* [83]
- Transparency International (2019), *Why do DRC citizens report such high levels of corruption?.* [7]
- Transparency International (2018), *Democractic Republic of Congo.* [6]
- Trocaire (2017), *Plus que l'argent, la localisation en pratique.* [74]
- UCDP (2019), *Democratic Republic of Congo*, Uppsala Conflict Data Program. [44]
- UKAID (2018), *Understanding Global Remittances Corridors in the Democratic Republic of Congo (DRC).* [85]
- UN (2019), *Report of the Secretary-General to the Security Council (S/2019/280).* [30]
- UN (2019), *Approved resources for peacekeeping operations for the period from 1 July 2019 to 30 June 2020*, UN General Assembly. [64]
- UN Women (2019), *Democratic Republic of Congo.* [32]
- UNAIDS (2019), *Democratic Republic of the Congo: Overview.* [39]
- UNESCO (2019), "Democratic Republic of the Congo", *UNESCO Institute of Statistics.* [16]

- UNHCR (2019), *Global Trends 2018*. [27]
- UNHCR (2019), *Massive displacement reported in north-eastern DRC amid new violence*. [29]
- UNICEF (2019), *Democratic Republic of the Congo: Water, sanitation and hygiene*. [41]
- UNICEF (2018), *Global Database Child Marriage March 2018*,
<https://data.unicef.org/topic/early-childhood-development/overview/>. [33]
- UNOCHA (2019), *Plan Opérationnel D'urgence (2019). Région du Kasai, Kwilum Kwango et Lualaba*. [55]
- UNOCHA (2019), *Plan Opérationnel D'urgence (2019). Tanganyika, Haut-Lomami et Haut Katanga..* [54]
- UNOCHA (2019), *Plan Opérationnel d'Urgence. Provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri..* [52]
- UNOCHA (2019), *Plan Opérationnel d'Urgence. Sud-Kivu et Maniema*. [53]
- UNOCHA (2018), *Aperçu des besoins humanitaires 2019*. [58]
- UNOCHA (2018), *DR Congo: 2017-2019 Humanitarian Response Plan - 2018 Update*. [62]
- UNOCHA (2017), *Aperçu des besoins humanitaires 2018*. [57]
- UNOCHA (2016), *Aperçu des besoins humanitaires 2017*. [56]
- UNOPS (2017), *Bilan de l'Action Humanitaire en DRC (2006-2016)*. [59]
- US AID (2018), *Emergency response to food insecurity of population affected by the crisis in Kasai regions, the Democratic Republic of Congo*. [81]
- WFP (2019), *WFP Democratic Republic of Congo Country Brief*. [14]
- WHO (2019), *Ebola Virus Disease: Democratic Republic of the Congo: External Situation Report 51*, World Health Organization. [35]
- WHO (2019), *Poliomyelitis - Democratic Republic of the Congo*, World Health Organization. [38]
- World Bank (2019), *Foreign direct investment, net inflows (BoP, current US\$)*. [68]
- World Bank (2019), *Mineral rents (% of GDP)*. [17]
- World Bank (2019), *Personal remittances, received (current US\$)*. [70]
- World Bank (2019), *Portfolio Investment, net (BoP, current US\$)*. [67]
- World Bank (2019), *The World Bank in DRC: Country Overview*. [18]
- World Bank Group (2018), *Pathways for Peace. Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict..* [79]
- Yale (2019), *Environmental Performance Index*, Yale Center for International Earth Science Information Network. [40]
- ZIF (2016), *Stabilization instruments revisited: increasing the likelihood of positive impact: International Workshop Berlin 19 October 2016*. [80]

